



**m**ONTPELLIER 2020

## La lettre de Sursaut

Février 2019, n°69

**Avertissement :** Un autre " Montpellier 2020" a été mis en circulation depuis quelque temps dans une perspective qui nous échappe. Nous ne sommes ni de près, ni de loin, en lien avec ce site, dont le contenu nous est totalement étranger.

### Savoir nommer l'inacceptable



Dessin de Geluck

L'OXFAM (Oxford Committee for famine relief) est une confédération internationale qui regroupe 19 ONG qui agissent « contre les injustices et la pauvreté » dans le monde. Dans un communiqué publié le 21 janvier, sa directrice a dénoncé une situation où « le fossé qui s'agrandit entre les riches et les pauvres pénalise la lutte contre la pauvreté, fait du tort à l'économie et alimente la colère dans le monde ». Les

chiffres de l'OXFAM se basent sur les données publiées par la revue *Forbes* et la banque Crédit Suisse. Elles montrent que les 26 personnes les plus riches possèdent à elles seules autant d'argent que les 3,8 milliards d'humains les plus pauvres. D'une manière générale, la fortune des milliardaires dans le monde a augmenté de 900 milliards de dollars en 2018, soit au rythme de 2,5 milliards par jour, alors que celle de la moitié la plus pauvre de la population de la planète a chuté de 11 %.

Dans son rapport, l'OXFAM souligne que *« les riches bénéficient non seulement d'une fortune en pleine expansion, mais aussi des niveaux d'imposition les moins élevés depuis des décennies »*. Dans certains pays comme le Brésil ou le Royaume-Uni, *« les 10 % les plus pauvres paient désormais des impôts plus élevés en proportion de leurs revenus que les plus riches »*. En même temps, la masse globale des dividendes distribués dans le monde a augmenté de 30 % en 7 ans. Ce sont les entreprises des Etats Unis qui mènent la danse des dividendes. En Europe ce sont celles du Royaume Uni.

La France n'est pas de reste. *« Après les Etats-Unis, la France est le pays qui a connu la plus forte progression de millionnaires en 2018, a rappelé Pauline Leclère, porte-parole d'Oxfam France. Aujourd'hui, en France, 8 milliardaires français possèdent autant que les 30% les plus pauvres, suivant une tendance qu'a empruntée nombre de pays riches avant nous. La responsabilité des gouvernements est sans équivoque : loin de s'attaquer aux inégalités, ils les aggravent d'un côté en allégeant allègrement la taxation des entreprises et des plus fortunés, et en renonçant à combattre l'évasion fiscale tandis que de l'autre, ils sous-financent les services publics, au détriment des plus pauvres et des femmes notamment. »*

Dans ses vœux à la presse le 14 janvier, le ministre de l'économie et des finances a dénoncé les écarts de salaires trop importants dans les entreprises : *« le capitalisme auquel nous croyons doit réduire les inégalités et pas les renforcer, il doit les réduire à l'intérieur des nations, et il doit les réduire entre les nations. Le capitalisme auquel nous croyons accepte d'avoir des salaires élevés et des salaires plus modestes. Mais il refuse catégoriquement que dans une même entreprise, le chef d'entreprise ait un salaire 200, 250 ou 300 fois supérieur à celui du salaire le plus modeste »*. Dans le JDD du dimanche 20 janvier, Bruno Lemaire a annoncé un projet de loi spécifique visant *« dès cette année »* les entreprises proposant des services numériques en France. Une taxe applicable à compter du 1er janvier 2019 sera imposée aux géants du numérique tels que Google, Apple, Facebook et Amazon. La France espère convaincre l'Europe d'étendre l'application de cette taxe à tous les pays de la communauté.

Les annonces gouvernementales ne doivent pas rester un vœu pieux. Elles doivent créer une mobilisation de tous, que l'on soit simple citoyen, élu politique ou dirigeant économique. La révolte des « gilets jaunes » suscite sans aucun doute des divergences d'opinion sur ses mots d'ordre et ses modes d'action. Elle est cependant un des symptômes de l'exigence urgente et vitale devant laquelle nous sommes à jeter un regard lucide sur l'état de notre monde et sur la nécessité de savoir nommer l'inacceptable de son organisation économique et politique. Sinon, à accepter de continuer à ainsi marcher sur nos têtes, déjà préalablement fermement enfouies dans des sacs, nous allons vers de terribles catastrophes sociales et humanitaires.

## Résonner ou (et) raisonner

Gérard DORIVAL

Pierre Viansson- Ponté, prémonitoire, écrivait dans "le Monde" quelques jours avant "Mai 68" : *" La France s'ennuie"*. Je n'ai pas remarqué qu'avant Novembre 2018 nos commentateurs et analystes avisés aient anticipé le mouvement qui nous agite depuis plus de deux mois, même si certains le prétendent sans vergogne sur le registre *" je vous l'avais bien dit !"*.

En son temps, Jacques Chirac, avait pointé la *"fracture sociale"* qu'il n'est cependant pas parvenu à réduire.

Relativisons nos gesticulations sociétales nombrilistes du moment : Le "shutdown", le "brexit", la réduction de 30 % des retraites en Russie, la peau de chagrin du "revenu universel" du mouvement 5 étoiles en Italie sont autant d'"indicateurs" de réalité, entre autres, à méditer.

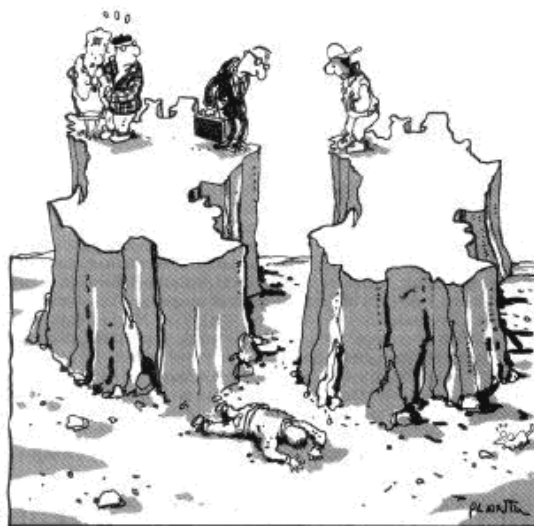
En fait, ce mouvement dit spontané et citoyen, ce qu'il n'est ni l'un ni l'autre, à partir de l'idée (au demeurant géniale) de "gilet", a fédéré nombre de mécontents en déficit de reconnaissance mais surtout de «vouloir d'achat», à partir de réseaux sociaux bien orchestrés et de manipulation politicienne de la part de leaders au départ anonymes ou masqués, dont la véritable nature, peu amène, apparaît peu à peu aujourd'hui au grand jour. Une convivialité de rencontres régulières a fait le reste, en confortant le lien.

Je vous invite à consulter une analyse extrêmement fouillée de la "Fondation Jean Jaurès" sur la fabrique numérique du mouvement GJ. Gavés d'algorithmes à partir de leurs groupe Facebook, les GJ, prisonniers d'une bulle cognitive, ne sont alimentés que des mêmes slogans et invectives, à l'exclusion de toute information discordante et d'avis opposés, dans le seul but de renforcer leur détermination par leur embrigadement renouvelé. D'où une certaine continuité et persistance du mouvement.

C'est cette méthode numérique très élaborée qui a fait élire Donald Trump en 2016.

Le nombre total de manifestants, au plus haut du mouvement, auquel, paraît-il, il faudrait agréger les millions d'internautes dits sympathisants (sur un clic fugace !), ne représente, malgré leur visibilité colorée et leur tonitruance, qu'un centième (!) du nombre de votants au second tour de l'élection présidentielle, ce qui ne les empêche pas de prétendre avoir la légitimité du dégaisme à la fois du Président ainsi que des parlementaires !

Les partis politiques qui n'ont rien vu venir, à part le RN, quelque part aux manettes, se raccrochent comme ils peuvent : la France Insoumise, dont la posture annonçait pourtant mieux, se jette désespérément à corps perdu (l'expression est adaptée) dans une récupération pitoyable. Les autres partis, dits de gouvernement, tentent de profiter de l'aubaine pour démolir le Président ainsi que le mouvement « en Marche » : les sondages, à prendre comme toujours avec précaution, ne révèlent pas que le PR comme le PS profitent de la moindre embellie.



La fracture sociale vue par PLANTU

La prétention de représenter le "peuple" et de parler en son nom, en jetant l'exclusive sur toutes les autres catégories, est battue en brèche par une non-représentation flagrante des quartiers difficiles, de la plupart des chômeurs (le mouvement n'évoque jamais l'emploi), et bien entendu celle, très nombreuse, des déshérités victime de la vraie et grande pauvreté.

Au-delà d'une multitude de revendications souvent contradictoires, et non financées, le noyau dur de l'Espérance du "collectif" reste financier : le rêve" de la distribution à court terme d'un pouvoir d'achat immédiat, à partir de ressources, à trouver (!). Le solde résiduel du montant de l'ISF remis en rôle serait

proportionnellement dérisoire, même si son rétablissement s'avérait, de mon point de vue, moralement souhaitable. La ruine de nombre d'entreprises, dont le CICE constitue la survie, appauvrirait en fait très vite les couches modestes en supprimant énormément d'emplois. L'"analyse" économique, si elle existe, porte sur les recettes à conquérir et pas sur les dépenses, puisqu'au contraire, impôts et taxes doivent diminuer ! (j'ai été frappé de voir aussi les Maires avoir une lecture que je qualifierai de "borgne" du budget.....Une colonne mais pas l'autre....)

16 Milliards ont été misés aux jeux de hasard en France en 2018 (record), avec, hélas, l'encouragement de l'Etat. Deux lectures à ce phénomène pathétique : les parieurs, pour beaucoup récidivistes, sont d'origine modeste : ils souhaitent sortir de leur condition en espérant gagner, facilement, beaucoup d'argent, ce qui est illusoire, dramatique, frustrant et source de violence latente. Et puis, force est de considérer qu'ils puisent ainsi, souvent abondamment, sur le " pouvoir d'achat "de leur famille.

Comme le "sentiment" d'insécurité, le "sentiment" d'inégalité mérite d'être référé à la réalité. Outre le reste à charge médical le plus bas d'Europe, résultant de conquêtes et de la solidarité nationale, dangereusement considéré comme acquis et « normal », voire banal par les artificiers du moment, le coefficient de redistribution des revenus est en France le plus haut d'Europe, après le Danemark et peut-être la Finlande. Il serait grand temps que les champions du dénigrement du modèle économique et social français arrêtent de colporter, pour ameuter leurs troupes, l'inverse d'une réalité pourtant irréfutable. Les faits sont têtus heureusement mais le travail de sape suffit à semer le désordre dans les rues et les esprits.

Certaines questions relatives aux réformes institutionnelles sont éligibles au débat, y compris le RIC, qui est cependant surtout porté dans une perspective, très incertaine mais pernicieuse, de dégagisme. La permissivité aux théories du complot, aux "fake news", génère d'énormes incompréhensions, et sont sans doute sources d'intolérances et d'agressivités, voire de haines, injustifiées.

Les interviews des intéressés sont invariablement exemptes de propositions de solutions réalistes, à partir d'un amalgame désordonné de revendications multiples et d'"exécutions" sommaires et définitives du Président, des élus, des hauts fonctionnaires aux rémunérations certes parfois provocantes, des journalistes, des riches et bien entendu des " flics". Il est à craindre qu'en fin de processus, si tant est qu'il y en ait un, leur frustration soit pire qu'au début et que les lendemains déchantent.

Les "élites", si, pour certaines (financières), sont le fruit paresseux d'héritages ou de privilèges contestables, sont pour l'immense majorité d'entre elles la résultante équitable d'un mérite, celui du travail, de l'effort, des études, des diplômes, des concours et des conquêtes républicaines. Le "baasisme" anti-élites, nivellement de la société par la médiocrité, est la pire des approches démagogiques et populistes qui soit et tirerait notre pays par le bas, y compris et surtout ceux qui le revendiquent bien inconsidérément et en seraient les premières victimes.

La violence des affrontements semble inévitable : elle émane, quoi qu'on dise, des deux protagonistes : les casseurs infiltrés avec la bienveillance parfois complice des manifestants qui se réfugient derrière un " pacifisme" non dépourvu d'invectives, à évaluer, et la police, défensive, équipée d'engins semble-t-il dangereux, qui défend comme elle peut, avec une insuffisante maîtrise de l'insurrection, le territoire institutionnel républicain. Les commentateurs attirés ne voient que la violence des uns et jamais celle des autres qu'ils feignent d'ignorer. L'honnêteté intellectuelle à cet égard conforterait la sérénité de notre république en mettant hors d'état de nuire les professionnels patentés et obsessionnels d'un discours fallacieux de vindicte à sens unique.

Le traitement récurrent infligé aux journalistes, qui pourtant pour la plupart ont couvert les manifestations au-delà de ce qui avait pu être constaté auparavant est indigne. Faut-il se contenter de regarder "Brut" ou "Russia Today", le média poutinien paraît-il adulé par les GJ ? Ainsi c'est un régime d'information totalitaire qui aurait leurs faveurs, eux qui parlent inconsidérément de "dictature ». Incroyable.

Les sondages indiquent une France coupée en deux, avec variations. L'ambiguïté des "soutiens" mêlés en fait aux "sympathisants" en fausse la lecture.

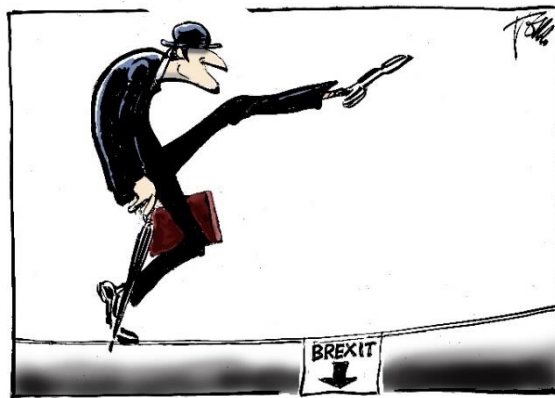
Il ne s'agit pas de la "France d'en haut" (des "élites") contre la "France d'en bas" (le « peuple » !), celle-ci étant largement soutenue par nombre d'intellectuels et d'universitaires de qualité, toujours prompts à voler

au secours de "causes", surtout lorsque celles-ci s'attaquent au "néolibéralisme", responsable à priori passe-partout de toutes les perversités. Certaines sont effectivement à réduire car sources d'injustices et d'inégalités mais j'attends que ces brillants contempteurs proposent l'alternative d'une autre véritable société, crédible et viable à laquelle j'adhèrerais avec ferveur. J'y aspire depuis "mon" Mai 68, et donc depuis 50 ans, mais au-delà des éternelles incantations dégagistes, sommairement hostiles et haineuses. Beaucoup de déclarations écrites ou orales déplorent, s'opposent et condamnent. Peu proposent et construisent.

J'aurais tendance à distinguer, sans mépris, la "France" qui "résonne" de ses paroles et de ses colères, ce qui n'exclut pas le raisonnement, de la "France" qui "raisonne", à tous les étages de la société, y compris inférieurs, ce qui n'exclut pas la résonnance, et qui cultive le discernement d'arbitrer entre le souhaitable et le possible.

## Brexit ou pas

Le blog de l'Obs de Jean MATOUK (21 janvier)



dessin de Tom JANSSEN

La Grande Bretagne est entrée en 1973 dans le Marché commun devenu ensuite « Communauté économique européenne » (CEE) non pas sur un référendum, mais par un vote de son Parlement le 13 juillet 1972 à 301 voix contre 284. Les travaillistes y étaient hostiles Par la suite, cependant, Harold Wilson, travailliste, organisa un référendum pour approuver le maintien dans la CEE, le 5 juin 1975, et obtint 67% de oui.

Un nouveau référendum organisé 41 ans plus tard, encore par un travailliste, David Cameron, qui avait pourtant négocié des conditions d'immigration en Grande Bretagne plus dures pour les citoyens des autres pays de l'Union, et un rôle accru des parlements nationaux, décida du retrait anglais, le Brexit ! 51, 89% favorable au « leave », quitter l'Union !

Mais cette sortie s'avère très problématique ! Theresa May qui avait négocié avec les autorités européennes un accord de sortie relativement favorable, avec constitution d'une vaste union douanière qui permet d'éviter toute « frontière » entre les deux Irlande, n'a pas obtenu de majorité au Parlement britannique.

Nous avons maintenant trois issues possibles.

Ou bien aucun autre accord n'est trouvé, et l'on va vers le Brexit dit « dur » avec retour du contrôle aux frontières avec des files interminables de camions, droits de douanes et perte de marché pour la France dont la Grande Bretagne est un des rares pays-clients avec lequel elle a un excédent, problèmes pour les expatriés des deux côtés.

Ou bien la Grande Bretagne adopte le statut de la Norvège par rapport à l'Union européenne qui implique : la participation au marché commun (toutes les lois, sauf celles liées à l'agriculture et la pêche,

s'appliquent à la Norvège), la participation aux agences et programmes de l'Union, (sans pour autant avoir de droit de vote), et un dialogue politique régulier en matière de relations extérieures aux niveaux des ministériels et des experts. Certains considèrent qu'il s'agit d'une « participation à 75%. La Norvège participe aussi à l'espace Schengen, à Europol et à Eurojust. Mais il est douteux que cette solution obtienne une majorité au Parlement britannique, compte tenu des problèmes d'immigration intra-européenne. Alternativement, c'est un statut proche de celui de la Suisse qui pourrait être envisagé, avec des séries d'accord bilatéraux sur tous sujets.

Enfin, troisième issue, à mon sens la plus probable actuellement, l'organisation d'un nouveau référendum, qui, d'après les sondages donnerait une majorité de 54%/55% pour le maintien de la Grande Bretagne dans l'Union européenne, comme elle l'était jusqu'à présent. Mais cette solution provoquera probablement un séisme politique en Grande Bretagne.

Une question, toutefois, reste entière. Les européens convaincus, ceux qui visent, à terme lointain, la fameuse fédération d'Etats-nations chère à Jacques Delors, doivent-ils souhaiter que la Grande Bretagne reste membre de l'Union ?

La Grande Bretagne était entrée, peut-on dire, « à reculons ». Dès son arrivée, en 1979, Margaret Thatcher, qui s'était plutôt opposée à cette entrée, a commencé à revendiquer le remboursement de l'excédent de ce qu'elle versait à l'Union sur ce que l'Union lui reversait au titre de l'agriculture par exemple, et l'obtenu sur menace de ressortir.

Puis, durant les 36 années suivantes, la Grande Bretagne n'a cessé de freiner toutes les mesures intégratives. Elle a refusé d'entrer dans l'accord de Schengen, bloqué toutes les tentatives d'organiser une défense commune, au seul profit des Etats-Unis, freiné le plus possible la constitution de Galileo, le rival du GPS américain. La Grande Bretagne a surtout, poussé à l'élargissement le plus rapide et le plus large possible, pour que l'Union soit la plus paralysée possible par le nombre de participants. Il s'agit là d'un constat réaliste fait par l'europeen convaincu qu'était Michel Rocard.

Dès lors, même si le commerce extérieur de la France y perd, n'est-il pas souhaitable qu'elle reste hors de l'Union européenne, pour que celle-ci puisse s'approfondir, mieux s'intégrer, constituer vraiment une « puissance » apte à discuter avec des Etats-continentaux de 400 millions à 1,4 milliards d'hommes ?

Je me pose sincèrement la question !

## Note de lecture : « Les enfants du vide » de Raphaël GLUKSMANN

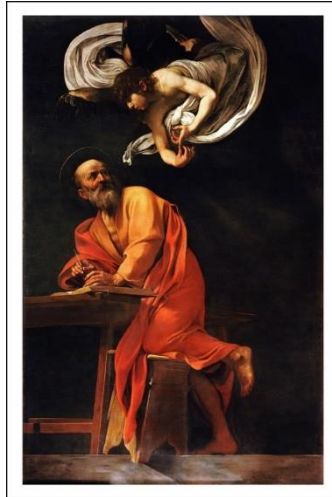


Les parents des générations nées à la fin du XXe siècle ont débarrassé le monde des dogmes religieux et politiques laissant un univers vidé des sens qui assuraient jusqu'alors son équilibre. Il repose désormais un pied dans le vide comme le tabouret sur lequel l'évangéliste Saint Mathieu pose son genou dans le tableau du Caravage de l'église Saint Louis des Français à Rome. C'est par cette image que Raphaël Glucksmann introduit son dernier ouvrage publié aux éditions Allary. Le néolibéralisme a su s'infiltrer dans cette brèche pour imposer son *homo economicus*, nouvel être guidé par le seul souci de



réussite et d'épanouissement individuel mais terriblement seul. Cet individualisme mène nos démocraties dans une impasse : un « *un réveil citoyen* » devient urgent.

Nos sociétés sont devenues, pour Raphaël Gluksmann, celles de mondes de solitude, peuplés d'individus sans empathie, morcelés en ghettos, gouvernés par des dirigeants corrompus ou démissionnaires. Elles sont celles du « *vivre séparé* ». Face à son « *désert de sens* », chacun s'est réfugié fébrilement et peureusement derrière ses biens matériels. Il a « *érigé des murs de plus en plus haut autour de sa solitude* ». Il s'est vidé de son cœur et de son âme. Il n'éprouve plus d'empathie pour autrui. Il est « *sans souci de l'autre et du commun* ». Les citoyens ont cédé les principes de la démocratie représentative en désertant les urnes et en acceptant que leurs élus « *assurent le spectacle quand les technocrates savent, gouvernement, agissent en coulisse* ».



Saint Mathieu et l'ange - CARAVAGE

Ces mêmes politiques ont promu le communautarisme sous couvert de respect et de reconnaissance identitaire ce qui n'a fait qu'isoler encore plus irrémédiablement chacun dans sa solitude. Ils ont remplacé « *la quête de l'égalité entre tous par l'affirmation des droits de chacun* » ce qui constitue « *une capitulation sociale et un suicide politique* ». Le fossé entre les élites (financières, culturelles et politiques) et les classes populaires s'est agrandi sous les yeux aveuglés des démocrates qui n'ont pas encore saisi que « *les implications pour la démocratie de l'atomisation sociale, de l'explosion des inégalités, du délitement des liens civiques, rendent impossible toute résistance efficace face à la déferlante populiste* ».

Notre société a promu l'homme et ses droits contre le citoyen et ses devoirs. Il a monté l'individu contre le groupe. Or il est impossible d'ambitionner une quelconque transformation sociale si chacun n'est pas capable de dépasser ses intérêts singuliers pour « *se relier à une forme d'universel* ». L'enjeu écologique constitue un défi majeur, urgent et « *tragique* ». Comment imaginer trouver une solution si chacun reste sur ses petites habitudes et ses ambitions individuelles ? Il est impératif de s'ouvrir à la dimension de l'humanité entière et de l'avenir transgénérationnel.

C'est porté par cette ambition que Raphaël Gluksmann propose un « *nouveau contrat social* » qu'il décline en cinq points. 1 - La mise en place d'une réelle démocratie participative à partir de l'exemple de ce que Jo Spiegel a mis en place dans sa commune alsacienne. 2- L'instauration d'un revenu universel pour permettre à chacun d'être en mesure d'exercer sa fonction citoyenne. Il le couple à l'obligation d'un service civique universel pour rappeler qu'une démocratie n'est pas qu'une affaire de droits mais aussi de devoirs. 3 - Une délimitation très ferme entre la sphère privée et la sphère publique pour protéger nos démocraties des dérives d'influence de petits groupes. 4 - Une définition de l'exercice de la « *souveraineté populaire* » non seulement à un niveau national mais aussi local et européen. 5 - Une fiscalité, enfin, qui ne soit pas traitée de façon uniquement technique mais aussi « *idéologique* » permettant d'affronter, entre autres, le défi écologique, et de lutter contre toutes les formes d'évasion fiscale.

Le lecteur peut ne pas être d'accord avec tel ou tel point du travail de Raphaël Gluksmann. Son livre est, néanmoins, d'une opportunité absolue face aux incertitudes que traversent nos démocraties en rappelant qu'une construction sociale ne peut être qu'une affaire de droits individuels, elle est tout autant une exigence de devoirs. Sans l'alliance des deux, respect des droits et obligation de devoirs, elles ne peuvent qu'être extrêmement fragilisées devant les sirènes néolibérales ou les aventures totalitaires

## **A vos agendas : Soirée Controverses**

**le vendredi 22 avril 2019 à 18 h  
au Gazette Café de Montpellier**

### **« La presse : organe d'information ou de construction d'opinion ? »**

**avec les journalistes, Stéphane ALLIES, co-directeur éditorial de Médiapart  
et Alain PLOMBAT, ancien rédacteur en chef de Midi Libre  
et président du directoire des journaux du Midi**



Dessin de LACOMBE

### **« La presse : organe d'information ou de construction d'opinion ? »**

La question va apparaitre comme un sophisme pour beaucoup tant l'évidence semble claire entre la transmission d'une information et son effet sur l'opinion. Pourtant ce lien se trouve aujourd'hui de plus en plus fortement questionné voire remis en question. A partir de la retransmission d'une même série d'événements, celle des manifestations des gilets jaunes, la presse et les médias se trouvent actuellement attaqués de façon totalement paradoxale puisque les uns les accusent d'être au service du pouvoir alors que les autres leur reprochent un excès de complaisance avec le mouvement.

Beaucoup de nous vivent encore avec l'illusion d'une possibilité d'accès à une vérité objective. Demain ne nous promet-on pas des robots journalistes ? Cette croyance est d'autant plus renforcée par l'extension de la diffusion d'images de « directs » à qui l'on prête spontanément foi de réalité et l'utilisation de plus en plus répandue d'enregistrements audio ou vidéos souvent pris à l'insu des intéressés. Ce qui est vu et entendu est d'emblée vécu comme vrai.

En même temps, il existe une presse d'opinion s'affichant comme telle et consubstantielle de toute démocratie. Doit-elle pour autant être un organe au service de construction d'opinion ? La question se poserait alors du : « au service de qui ? »



Même si l'on sait que la réalité se dérobe à toute capture objective, doit-on pour autant accepter son utilisation dans des récupérations où se mélangent traitement de l'information et idéologisation de l'actualité ?

Deux journalistes, l'un issu de la presse locale et l'autre de la presse nationale nous éclaireront sur ces questions et nous permettront un long temps d'échange.

## Le grand débat national

# Le grand débat national

Réunions  
d'initiatives locales

MODE D'EMPLOI

A l'initiative du Faubourg, boutique des partages, une participation locale au grand débat national est en train de se mettre en place. Le Pacte Civique et Montpellier 2020 ont le projet de s'y joindre. Il s'agit de se saisir de l'opportunité de ce débat pour réfléchir, poser des idées et faire des propositions afin de les faire remonter dans le cadre du dispositif officiel.

Une première réunion de préparation se tiendra **le mercredi 6 février 2019 à 18h au Faubourg**, 13 rue du Faubourg de Nîmes (au pied du Corum). Toutes les personnes et organisations désireuses de se joindre à la préparation de ce débat sont invitées ... et peuvent inviter.

## Nos lecteurs nous écrivent : à propos de « *Froid dans le dos* »



Dessin de DILEM

L'article de Gérard DORIVAL « *Froid dans le dos* », sur la presse, a entraîné de très nombreuses réactions. Nous vous en proposons quelques-unes en ne retenant que ce qui traite directement de la presse et des médias.

« Je partage à 100% ce que tu écris avec tant de sagesse et d'intelligence. Oui, la presse est nécessaire mais il faut « apprendre » à la lire ; il en est de même pour les réseaux sociaux qui véhiculent le meilleur comme le pire. C'est aux enseignants, notamment de la discipline que j'ai enseignée tout au long de ma carrière, à savoir l'histoire, que revient la tâche d'initier leurs élèves à une lecture « critique » de tous les documents qu'ils ont en main. Certes, le nombre de ces documents se sont multipliés depuis que j'ai quitté l'enseignement et les « auteurs » sur les réseaux sociaux sont bien souvent anonymes et, de plus, par manque d'esprit critique ou par volonté de diffuser ce qui fera le « buzz », ils sont à manipuler avec la plus grande précaution. Il y a donc un gros travail d'éducation pour la formation d'un véritable esprit civique, y compris pour ceux qui sont vissés sur les chaînes dites « d'information en continu » qui pour « meubler » sont souvent amenés à se conduire comme les « auteurs » des réseaux sociaux, sans recul et dans le désir de s'attirer à tout prix le maximum de téléspectateurs afin de récolter le maximum de ressources publicitaires ».

« Cher Gérard, je partage ce frisson dans le dos. L'avènement des gilets, magnifique idée marketing pour accéder à la visibilité, est l'illustration du péril jaune déclaré. Les plateaux télé, au long de "l'information continue", en sont l'affligeante preuve tant la complaisance est grande servie par les journalistes aux différents Jill et John - respect, bien sûr, pour des mal-être révélés au hasard des ronds-points mais que de soumissions face aux accusations et aux assertions proférés par-delà les fatales condamnations de Macron ! Bref, dans cette auberge espagnole servie au village gallois il y a tout... y compris, et surtout, la célébration de la fameuse phrase de Renoir dans La règle du jeu : "Chacun a ses raisons".

« D'accord, mais le pire me semble être l'existence des chaînes d'information en continu car le téléspectateur perd la capacité de hiérarchiser les événements, en outre nous ne nous doutons pas du comportement des gens : ma fille institutrice dit à ses élèves (dans le Gard) nous allons faire de la peinture, apportez de vieux journaux, nous les poserons sur les tables pour ne pas les salir.

Le lendemain aucun enfant n'a apporté de journal, parce qu'aucune famille n'en achetait ! ».

« Merci Gérard de ce papier auquel je souscris pleinement car je pense qu'actuellement il faut savoir aller à l'essentiel, c'est à dire à la défense de notre démocratie trop brinquebalée ou décriée actuellement par des pompiers pyromanes ... Une fois cela dit, et "entre nous", je ne peux accorder un même satisfecit que le tien. Au dernier classement de liberté de la presse établi par Reporters sans frontières pour l'année 2018 la France est classée seulement 33e sur 180 pays, pas mal pourrait-on dire, sauf que nous sommes parmi les derniers de nos démocraties occidentales. Nous sommes devancés par beaucoup de pays non européens ... Sachons défendre l'essentiel, oui, mais restons lucides ! »

Un lecteur rappelle la mise en garde du CSA à l'approche d'un « samedi jaune » :

« A la veille d'une journée particulièrement difficile pour le pays tout entier, le Conseil supérieur de l'audiovisuel en appelle à la responsabilité, lourde et complexe, des médias audiovisuels.

Attaché à la liberté d'informer, le CSA demande à chacun d'être attentif au respect du travail des journalistes et des équipes de reportage.

Il souligne la nécessité de ne pas diffuser d'informations susceptibles de mettre en danger les forces de sécurité et la paix civile.

Le Conseil supérieur de l'audiovisuel met en garde contre toute diffusion complaisante, déséquilibrée ou insuffisamment vérifiée d'images et de commentaires qui attiseraient les antagonismes et les oppositions ».

Beaucoup de lecteurs insistent sur la révolution des échanges d'informations introduite par l'extension d'internet et des réseaux sociaux. Ils nous ont envoyé, par cette occasion, soit des références d'articles, soit les articles eux-mêmes.

« Je vous suggère de lire l'interview de F. Epelbion (spécialiste des média sociaux) publiée dans le dernier JDD. Les récents changements d'algorithmes de Facebook dit-il, ont aujourd'hui pour conséquence qu'au lieu de voir en premier les contenus partagés par les médias on voit en priorité ceux de vos voisins, des groupes proches etc... L'auteur évoque la "bulle de filtre" et considère que l'émergence rapide des Gilets

*Jaunes est une des résultantes de cette innovation de Facebook. Quid de la fonction journalistique demain dans un société informationnelle traversée par les réseaux sociaux ? Tout ça nous interpelle ».* Un lecteur nous envoie le texte du politologue Olivier COSTA, directeur de recherche au CNRS, et enseignant à Sciences Po Bordeaux : *"Gilets jaunes" : peut-on encore gouverner à l'heure des réseaux sociaux ? »*

*« D'abord, ils (les réseaux sociaux) permettent, sans le moindre moyen financier, humain ou logistique, d'organiser à large échelle l'action de citoyens qui ne se connaissent pas. Sans les réseaux sociaux, il aurait été impossible à des quidams de coordonner si rapidement une protestation de cette ampleur. Le mouvement des "gilets jaunes", parti de mobilisations très limitées et dépourvu de toute ressource, a pu acquérir en l'espace d'un mois une ampleur considérable, laissant penser à certains qu'il a désormais vocation à se substituer aux partis, aux syndicats, et même à la représentation nationale.*

*C'est un discours de protestation et de révolte. Chacun a pu s'en apercevoir : il est presque impossible d'y entamer un dialogue serein et argumenté. Facebook ou Twitter, c'est émotion contre émotion, colère contre colère, indignation contre indignation, outrance contre outrance. Il s'ensuit, soit un dialogue de sourds entre des gens peu capables d'écoute, sans cesse aiguillonnés par des trolls ; soit la constitution de sphères qui s'autonomisent, peuplées de gens qui partagent les mêmes convictions, ici des citoyens qui pensent que le gouvernement fait une politique pour le seul bénéfice des banquiers, là d'autres qui estiment que les "gilets jaunes" sont tous des ahuris.*

*Ce primat de l'émotion a gagné la sphère publique et médiatique. Ce qu'on entend, ce ne sont pas des arguments ou des idées, mais des émotions ("je suis en colère", "y en a marre") et des perceptions ("je pense que je gagne moins", "on se moque de nous"). Les faits n'ont plus grande importance. C'est le règne de la croyance sur la connaissance : croyance religieuse ou croyance sociale, il en va de même.*

*Que 2 et 2 fassent 4 importe peu si certains pensent que c'est 5 ou 7. Insister sur le fait que l'arithmétique établit clairement que c'est 4 sera perçu comme du mépris ou de la condescendance...*

*Ce qui frappe aussi, outre les CRS et les casseurs, c'est un dévoiement de la logique. La légitimité d'un mouvement semblant se mesurer au degré d'émotion de ses protagonistes, ils sont incités à l'outrance et à la surenchère dans les arguments, jusqu'à légitimer la violence : "Monsieur le juge, j'ai lancé un pavé sur le CRS, mais, faut comprendre, j'étais très, très en colère."*

*... Les réseaux sociaux sont aussi un terrain de jeu idéal pour les organisations ou officines qui cherchent à manipuler l'opinion. On sait aujourd'hui le rôle qu'elles ont joué dans la campagne du Brexit ou l'élection de Donald Trump ... Il ne serait guère surprenant d'apprendre que des pays qui voient d'un mauvais œil l'existence d'un pays stable et progressiste comme la France – et d'un ensemble pacifique comme l'Union – se sont mobilisés sur le sujet aussi, pour favoriser la diffusion des revendications des "gilets jaunes" et soutenir leur mobilisation ».*

Un autre article transmis est celui de Monique DAGNAUD, sociologue Directrice de recherches au CNRS publié par TELOS.

*« Difficile d'analyser les mouvements des Gilets jaunes sans une exploration de l'effervescence du Net ... D'innombrables groupes Facebook La France en colère, La France énervée, Les gilets-jaunes, s'expriment et s'organisent pour manifester. Dans cette mouvance, on repère des personnes qui tout en refusant l'appellation de leaders font toutefois figurent de référence, et sont abondamment suivies et encouragées à prendre la tête du mouvement ». La sociologue cite trois noms, Priscillia Ludosky, Éric Drouet, Maxime Nicolle (dit Fly Rider) : « ces trois personnes ont formé un groupe Facebook intitulé Gilets jaunes officiel. Ils revendiquent une paternité sur le mouvement et dénie volontiers à d'autres personnes le droit de se proclamer porte-parole de ce qui se passera ... Renverser le pouvoir, créer des assemblées citoyennes, telle est la verve politique qui domine dans ces échanges sur le site « officiel ». On observe par-dessus tout une haine assumée envers Emmanuel Macron, figure emblématique de ce que ces internautes rejettent : le monde de la finance, une élite hautaine et déconnectée du pays réel, une administration et des politiques qui ponctionnent les petites gens, une aristocratie du savoir qui monopolise les places du pouvoir et captent les richesses.*

... Déboucher en quelques jours d'un mouvement né de revendications catégorielles sur une énergie quasi insurrectionnelle tient aussi à une culture à l'œuvre dans l'Internet. Ici, l'excitation qui consiste à se moquer et à trainer dans la boue des victimes repérées, en se parant de l'habit du justicier trouve dans le semi-anonymat et la frénésie rapide des clics des ressources inépuisables. La voie a été ouverte par les 4 channers (les hackers du site américain 4 Chan, souvent des adolescents) au début des années 2000, elle est devenue aujourd'hui la culture des militants radicaux dans le numérique. Dans les échanges, ces internautes agissent comme des meutes : l'exaltation, l'invective, la dénonciation, les rumeurs alarmantes ou les plus folles (les fake news » à base d'images montées ou détournées), l'insinuation, le dénigrement, le ricanement méchant, l'affirmation péremptoire, le tout écrit au fil du clavier et repris par des subjectivités « en surchauffe », l'humeur Internet ressemble à un défouloir collectif. Plus que dans les médias traditionnels, les réseaux ont la capacité de transformer des actes de protestation en une force investie d'une morale de justice, et, dans une dynamique de no limite, à transformer des étincelles en un brasier ... Un jour existeront des stages de préparation psychologique au harcèlement des internautes, des stages où s'enseignera la résilience par rapport au pilonnage cybernétique ».

Un lecteur résume : « Mais ce qui me fait le plus « froid dans le dos » c'est de lire les commentaires de certaines personnes sur les réseaux sociaux il y a toutes sortes de déferlements, haine, grossièreté, fausse info, info partiales etc. Si le résultat est la manifestation des Gilets Jaunes, je crains pour l'avenir ».

En conclusion : « Je glisse ma petite voix dans un débat qui mérite quelques étoiles. Crainte ? Peur ? « Froid dans le dos » ? On ressent tous quelque chose que la dynamique sociale fracturée laisse poindre. Où sont les manieurs de flamme ? Qui sont les pompiers incendiaires ? Je fais attention aux questions rapidement dressées comme un soi-disant mur anti-feu. Pour avoir quelques connaissances dans le milieu, les journalistes savent aussi s'organiser pour résister et il est des paroles empreintes de liberté de penser. Pourquoi ne pas envisager des rencontres à ce propos ? ». C'est, effectivement, ce qu'a décidé MP2020 avec sa Controverse du 22 février.

## RAPPEL :

**Cette « Lettre » doit être l'affaire de tous ...** N'hésitez pas à transmettre vos courriers et articles à notre rédaction en les adressant à Joseph MORNET : montpellier.asso.2020@gmail.com.

Les documents de « MONTPELLIER 2020 » sont consultables sur son site [www.montpellier-2020.fr](http://www.montpellier-2020.fr) : vous pouvez y trouver, outre nos textes, les documents et images de nos manifestations locales, des comptes rendus de presse, des tweets ... n'hésitez pas à inter réagir !

## BULLETIN D'ADHESION

Monsieur, Madame ou raison sociale :

Profession ou statut social :

Habitant

Ville :

Code postal :

Mail :

Téléphone :

s'acquitte de la somme de 25 € au titre de l'année 2018 payable par chèque à l'ordre de « association Montpellier 2020 » à adresser à 2 rue Jeanne d'Arc, MONTPELLIER, 34000

Fait à :

le

Signature :

